ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre de la Justice, le 4 novembre 1965, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "modifiant l'arrêté royal du 20 juillet 1964 relatif au classement hiérarchique des grades que peuvent porter les agents des administrations de l'Etat", a donné le 23 novembre 1965 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, de 4e november 1965 door de Minister van Justitie verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot wijziging van het koninklijk besluit van 20 juli 1964 betreffende de hiërarchische indeling van de graden waarvan de ambtenaren in de Rijksbesturen kunnen titularis zijn", heeft de 23e november 1965 het volgend advies gegeven :

Le projet modifie le champ d'application de l'arrêté royal du 20 juillet 1964 relatif au classement hiérarchique des grades que peuvent porter les agents des administrations de l'Etat et déroge à un de ses principes fondamentaux : l'unification du classement hiérarchique des grades se substituant à leur diversification et à leur dispersion dans chaque Ministère.

L'arrêté précité ayant été délibéré en conseil des Ministres, il se recommande de soumettre le projet à la même formalité.

Par souci de coordination de l'action réglementaire, il est, en effet, souhaitable de ne déroger à un arrêté fixant des règles générales que selon les formes dans lesquelles ces règles ont été arrêtées. Cette recommandation se justifie d'autant plus, en l'espèce, que le tableau annexé à l'arrêté royal du 20 juillet 1964 classe tous les grades des différents Ministères et que le classement d'un grade à un rang déterminé n'a donc pu se faire qu'en comparant l'importance de ce grade à celle des autres grades qui existent dans le même Ministère ou dans les autres Ministères. Il s'ensuit que le classement des grades d'un Ministère, s'il ne concerne directement que le statut des agents de ce Ministère, suppose cependant une étude comparative de l'importance de différents grades dont les uns sont communs à tous les Ministères et dont les autres sont propres à certains Ministères.

+

\+ +

.../...

Les articles 1er, 2 et 3 du projet disposent qu'en ce qui concerne les grades du personnel de maîtrise du Moniteur belge, la répartition entre les différents niveaux, sections et rangs réalisée par l'arrêté royal du 20 juillet 1964 est abrogée et que cette répartition est faite conformément aux tableaux annexés au projet.

Le procédé auquel le projet a recours présente deux inconvénients.

Le premier résulte de l'abandon de la méthode de classement adoptée par l'arrêté royal du 20 juillet 1964 qui présente l'avantage de classer, dans un tableau unique, tous les grades existant dans les Ministères.

Si l'on veut éviter que le classement des grades ne résulte d'un ensemble de textes dispersés, il convient que le classement des grades nouveaux et celui des grades qui sont transférés d'un rang à un autre soient réalisés par voie de modifications expresses du tableau annexé à l'arrêté royal du 20 juillet 1964.

Cette observation avait déjà été formulée par le Conseil d'Etat dans son avis précédant l'arrêté royal du 20 juillet 1964. Le Ministre de l'Intérieur et de la Fonction publique a reproduit cette observation et s'y est rallié dans l'instruction générale du 31 juillet 1964, relative à la réforme statutaire et pécuniaire dans les administrations de l'Etat, dont un extrait est reproduit ci-dessous :

.../...

"Voici les remarques qui ont été formulées par le Conseil d'Etat à propos de cet arrêté (1) (cfr. avis n° 8603/1, rendu le 20 janvier 1964).

Article 1er.

Le premier alinéa répartit les grades entre les niveaux et les rangs. Il convient d'y ajouter la notion de section, qui est définie à l'article 3.

Le second alinéa dispose que le règlement organique de chaque Ministère fixe l'indication du niveau et du rang hiérarchique des grades qui ne sont pas repris au tableau qui est annexé au projet. Il résulte de cette disposition que tous les grades qui existent dans les divers départements ministériels ne sont pas mentionnés dans le tableau. On peut constater notamment que ce tableau ne mentionne pas les grades particuliers du Ministère des Finances. L'article 7 du projet doit entraîner la suppression du classement actuel des grades qui ne sont pas mentionnés au tableau annexé au projet. Le classement d'un grade à un rang étant indispensable pour assurer l'application des nouvelles règles qui régissent la carrière des agents de l'Etat, il faudrait normalement en déduire que les grades qui ne sont pas mentionnés dans le projet sont supprimés. Comme telle n'est certainement pas l'intention du Gouvernement, il y a lieu de compléter le tableau annexé au projet par l'indication précise de tous les grades existant dans les Ministères et de supprimer l'alinéa 2 de l'article 1er.

Cette suppression s'indique d'autant plus qu'un grand nombre de grades particuliers sont déjà classés par département ministériel, dans le tableau annexé au projet. Il paraît d'ailleurs du plus haut intérêt, pour la poursuite des études qui doivent compléter la réforme de l'administration, que tous les grades de tous les Ministères soient classés dans un tableau unique plutôt que d'être répartis entre un tableau subdivisé par Ministère et plusieurs règlements organiques. Si de nouveaux grades sont créés à l'avenir, il conviendrait que leur classement soit fait non par des dispositions autonomes, mais par voie de modification du tableau annexé au projet. Si cette recommandation était observée, il

.../...

(1) C'est-à-dire l'arrêté royal du 20 juillet 1964.

existerait, à tout moment, un inventaire complet de tous les grades classés selon leur importance hiérarchique. Ce classement de tous les grades dans un document unique faciliterait grandement la tâche de tous ceux qui doivent appliquer le statut des agents de l'Etat. Seules pourraient être insérées dans les règlements organiques des Ministères, les dispositions transitoires qui sont indispensables pour régler le classement particulier de certains agents dont le grade a été soit supprimé, soit déclassé d'un niveau à un autre ou d'un rang à un autre.

En tenant compte de ces observations, il est proposé de rédiger l'article 1er de la façon suivante :

Suit le texte adopté dans le projet définitif.

Il convient d'insister tout particulièrement sur la suggestion formulée par le Conseil d'Etat : les grades nouveaux créés à l'avenir ne devront pas faire l'objet de dispositions autonomes mais devront être ajoutés chaque fois au tableau annexé à l'arrêté par voie de modification de ce tableau" (Moniteur belge du 10 novembre 1964, p. 11.800).

Le second inconvénient est le suivant. L'article 1er du projet abroge certaines mentions figurant dans le tableau annexé à l'arrêté royal du 20 juillet 1964. Il n'indique, toutefois, pas de façon précise quelles sont les mentions abrogées. Pour déterminer celles-ci, il est nécessaire de se référer à l'article 1er du projet, au tableau annexé à l'arrêté royal du 20 juillet 1964 et, enfin, à l'arrêté royal du 28 février 1963 portant fixation du cadre organique du personnel de l'administration centrale du Ministère de la Justice. Le tableau annexé à l'arrêté royal du 20 juillet 1964 ne sera donc pas modifié expressément.

.../...

Il convient d'éviter qu'un texte aussi important que l'arrêté royal du 20 juillet 1964, qui présente l'avantage de classer en un seul tableau tous les grades que peuvent porter les agents des administrations de l'Etat, ne subisse des modifications implicites, difficiles à déterminer.

Cette observation renforce la proposition faite plus haut de réaliser l'intention du Gouvernement par voie de modifications expresses du tableau.

\+

\+ +

Le deuxième alinéa du préambule devrait être rédigé de la façon suivante :

"Vu l'arrêté royal du 2 octobre 1937 portant le statut des agents de l'Etat, modifié par l'arrêté royal du 16 mars 1964, notamment l'article 4; ".

\+

\+ +

Il convient de viser au préambule, après l'arrêté royal du 2 octobre 1937, l'arrêté royal du 20 juillet 1964 relatif au classement hiérarchique des grades que peuvent porter les agents des administrations de l'Etat. Cet arrêté est, en effet, modifié par le projet.

\+

\+ +

.../...

Le sixième alinéa du préambule vise un accord du Ministre Secrétaire d'Etat, Adjoint au Premier Ministre pour la Fonction publique, donné le 23 juillet 1965. Ce n'est que par un arrêté royal du 28 juillet 1965, entrant en vigueur le même jour, qu'a été nommé un Ministre Secrétaire d'Etat, Adjoint au Premier Ministre pour la Fonction publique (voir Moniteur belge du 30 juillet 1965). Il résulte des renseignements donnés par le délégué du Ministre que l'accord a été donné le 23 juillet 1965, par le Ministre de l'Intérieur et de la Fonction publique.

Le sixième alinéa du préambule doit donc être rédigé de la façon suivante :

"Vu l'accord de Notre Ministre de l'Intérieur et de la Fonction publique, donné le 23 juillet 1965; ".

\+

\+ \+

Pour procéder à la modification expresse de l'arrêté royal du 20 juillet 1964, les articles 1er, 2 et 3 du projet devraient être remplacés par un seul article rédigé selon le modèle suivant :

"Article 1er.-

Au tableau annexé à l'arrêté royal du 20 juillet 1964 relatif au classement hiérarchique des grades que peuvent porter les agents des administrations de l'Etat, sont apportées les modifications suivantes :

1° sous l'intitulé "I. - Classement par ordre alphabétique des dénominations en langue française" :

a) à la "Section B, personnel de maîtrise - Rang ... (1)".

Les mots "... (2)" sont supprimés.

... (3) ...

.../...

- -

(1) A compléter.

(2) Indication des grades supprimés et des grades qui sont classés dans un autre rang.

(3) La même formule doit être employée pour chaque rang dans lequel des mentions de grades sont supprimées.

(1) à la "Section B, personnel de maîtrise - Rang ... (2)" les mots "... (3)" sont insérés entre les mots " ... (4)" et les mots "... (5)".

... (6) ...

(7) à la "Section B, personnel de maîtrise - Rang ... (8)" sous la rubrique "Grades supprimés" les mots "... (9)" sont insérés entre les mots "... (10)" et les mots "... (11)" .(Lorsque la rubrique "grades supprimés" n'est pas prévue au tableau annexé à l'arrêté royal du 20 juillet 1964, il y a lieu d'employer la formule suivante :

"à la "Section B, personnel de maîtrise - Rang ...(12)" les mots "Grades supprimés (2)" (13).

... (14) ...

sont ajoutés après les mots "... (15) ... ").

.../...

- -

(1) Mettre une lettre selon l'ordre alphabétique.

(2) (4) et (5) à compléter.

(3) Indication des grades nouveaux classés dans ce rang et des grades qui étaient classés dans un autre rang et qui sont classés dans ce rang.

(6) La même formule doit être employée pour chaque rang dans lequel sont classés des grades nouveaux ou des grades qui étaient précédemment classés dans d'autres rangs.

(7) Mettre une lettre selon l'ordre alphabétique.

(8) (10) (11) (12) et (15) à compléter.

(9) et (14) Indication des grades supprimés.

(13) Ou selon le cas "grade supprimé (2)".

... (1) ...

2° sous l'intitulé "II. - Classement par ordre alphabétique des dénominations en langue néerlandaise" :
... (2) ...
(Les modifications apportées à ce classement doivent être établies sur le modèle donné ci-dessus pour les modifications à apporter au classement par ordre alphabétique des dénominations en langue française)".

Si certains grades sont classés différemment selon qu'ils appartiennent aux services du Moniteur belge ou à d'autres services, il convient de les désigner de façon précise. A titre d'exemple, il est signalé que cette désignation pourrait être faite de la façon suivante :

Rang 33 : chef magasinier.
Rang 35 : chef magasinier au Moniteur belge.

\+
\+ \+

La rétroactivité prévue par l'article 4 du projet ne peut être admise que si elle ne porte pas atteinte à des droits acquis.

- -

(1) Il y a lieu, pour chaque rang dans lequel sont classés des grades supprimés, d'employer une des deux formules indiquées ci-dessus.

(2) A compléter.

Het ontwerp wijzigt de werkingssfeer van het koninklijk besluit van 20 juli 1964 betreffende de hiërarchische indeling van de graden waarvan de ambtenaren in de Rijksbesturen kunnen titularis zijn en wijkt af van een van de grondbeginselen van dat besluit : eenmaking van de hiërarchische indeling van de graden, in plaats van de vroegere verscheidenheid en versnippering per Ministerie.

Over dat besluit heeft overleg in Ministerraad plaatsgehad. Het verdient dus aanbeveling, ook het onderhavige ontwerp aan die formaliteit te onderwerpen.

Ter wille van de coördinatie in het verordeningswerk is het immers wenselijk, van een besluit dat algemene regelen stelt slechts af te wijken in de vormen waarin die regelen zijn vastgesteld, des te meer daar de bij het koninklijk besluit van 20 juli 1964 gevoegde tabel alle graden van de verschillende Ministeries indeelt en een graad dus maar in een bepaalde rang ingedeeld is kunnen worden na vergelijking van de belangrijkheid van die graad met die van de overige, in hetzelfde of in andere Ministeries bestaande graden. De indeling van de graden van een Ministerie, al raakt zij rechtstreeks alleen het statuut van de ambtenaren van dat Ministerie, veronderstelt dus niettemin een vergelijkende studie van de belangrijkheid van verschillende graden waarvan de ene in alle, de andere slechts in sommige Ministeries voorkomen.

+

\+ +

.../...

De artikelen 1, 2 en 3 van het ontwerp bepalen dat, voor de graden van het meesterspersoneel van het Belgisch Staatsblad, de verdeling over de onderscheiden niveaus, afdelingen en rangen, welke tot stand is gebracht door het koninklijk besluit van 20 juli 1964, wordt opgeheven en dat die verdeling wordt gedaan volgens de bij het ontwerp gevoegde tabellen.

Aan deze werkwijze zijn twee nadelen verbonden.

In de eerste plaats wordt afgezien van de wijze van indelen die in het koninklijk besluit van 20 juli 1964 is toegepast en die het voordeel biedt dat zij alle in de Ministeries bestaande graden in één tabel rangschikt.

Wil men voorkomen dat de indeling van de graden over een aantal teksten verspreid ligt, dan moet de indeling van de nieuwe graden en van de graden die van een bepaalde rang naar een andere overgaan, geschieden door uitdrukkelijke wijziging van de bij het koninklijk besluit van 20 juli 1964 gevoegde tabel.

De Raad van State had deze opmerking reeds gemaakt in zijn advies bij het ontwerp dat het koninklijk besluit van 20 juli 1964 is geworden. De Minister van Binnenlandse Zaken en van het Openbaar Ambt heeft die opmerking overgenomen en heeft zich erbij aangesloten in de algemene onderrichting van 31 juli 1964 betreffende de statutaire en geldelijke hervorming in de Rijksbesturen, waarvan een uittreksel volgt :

.../...

"Hier volgen de opmerkingen welke de Raad van State betreffende bedoeld besluit (1) heeft gemaakt (cf. advies nr 8603/1, uitgebracht op 20 januari 1964).

Artikel 1.

Het eerste lid verdeelt de graden volgens niveau en rang. Het in artikel 3 omschreven begrip "afdeling" zou daaraan moeten worden toegevoegd.

Het tweede lid stelt : "Het organiek reglement van ieder Ministerie bepaalt de aanwijzing van het niveau en van de hiërarchische rang van de graden" die niet in de bij het ontwerp gevoegde tabel zijn opgenomen. Dat wil dus zeggen dat die tabel niet alle graden van alle ministeriële departementen bevat. De bijzondere graden van het Ministerie van Financiën bijvoorbeeld komen er niet in voor. Krachtens artikel 7 van het ontwerp zal de bestaande indeling van de niet in de tabel genoemde graden vervallen. De nieuwe regelen inzake loopbaan van het Rijkspersoneel kunnen niet worden toegepast als de graden niet in rangen ingedeeld zijn, zodat de voor de hand liggende conclusie zou zijn dat de niet in het ontwerp vermelde graden zijn afgeschaft. Zo zal de Regering het stellig niet bedoeld hebben. De tabel moet dan ook worden aangevuld met de nauwkeurige opgaaf van alle in de Ministeries bestaande graden ; het tweede lid van artikel 1 moet vervallen.

Er is des te meer reden om dat tweede lid weg te laten, daar al vrij veel bijzondere graden in de bij het ontwerp gevoegde tabel per ministerieel departement zijn gerangschikt. Overigens zou het ook voor de verdere studie en afwerking van de administratieve hervorming ten zeerste bevorderlijk zijn, als alle graden van alle Ministeries op één tabel kwamen te staan, liever dan in een per Ministerie onderverdeelde tabel en in zovele organieke reglementen. Naderhand in te stellen graden zouden dan hun indeling kunnen krijgen, niet door middel van autonome bepalingen maar door wijziging van de bij het ontwerp gevoegde tabel. Wordt op die wenk ingegaan dan zou men te allen tijde de beschikking hebben over een volledige, volgens hun hiërarchisch belang gerangschikte inventaris van alle graden, hetgeen de taak van allen die het statuut van het Rijkspersoneel moeten aanpassen, aanzienlijk zou verlichten. In de organieke reglementen van de Ministeries zouden alleen de overgangsbepalingen mogen staan, die volstrekt nodig zijn voor de bijzondere indeling van ambtenaren wier graad ofwel afgeschaft, ofwel naar een ander niveau of andere rang overgegaan is.

.../...

(1) Dit is het koninklijk besluit van 20 juli 1964.

Met inachtneming van deze opmerkingen wordt voorgesteld, artikel 1 als volgt te lezen : ".

Hier volgt de tekst die voor het definitief ontwerp werd aangenomen.

Inzonderheid moet worden gewezen op het voorstel van de Raad van State uitgedrukt in de volgende bewoordingen : naderhand in te stellen graden zouden dan hun indeling kunnen krijgen, niet door middel van autonome bepalingen maar door wijziging van de bij het ontwerp gevoegde tabel" (zie Belgisch Staatsblad van 10 november 1964, blz. 11.800) ".

Een tweede bezwaar is, dat artikel 1 van het ontwerp sommige vermeldingen opheft die voorkomen in de bij het koninklijk besluit van 20 juli 1964 gevoegde tabel. Het zegt echter niet precies welke vermeldingen worden opgeheven. Om die te kunnen bepalen, moet rekening worden gehouden met artikel 1 van het ontwerp, met de tabel van het koninklijk besluit van 20 juli 1964 en ten slotte met het koninklijk besluit van 28 februari 1963 houdende vaststelling van het organiek kader van het personeel van het hoofdbestuur van het Ministerie van Justitie. De bij het koninklijk besluit van 20 juli 1964 gevoegde tabel zal dus niet uitdrukkelijk worden gewijzigd.

Men moet voorkomen dat een zo belangrijke tekst als het koninklijk besluit van 20 juli 1964, die het voordeel biedt dat alle graden waarvan de ambtenaren in de Rijksbesturen titularis kunnen zijn, in één tabel worden gerangschikt, stilzwijgende en moeilijk te achterhalen wijzigingen ondergaat.

.../...

Deze opmerking geeft nog meer kracht aan het hiervoren gedane voorstel om het voornemen van de Regering uit te voeren door uitdrukkelijke wijziging van de tabel.

\+
\+ +

Het tweede lid van de aanhef zou als volgt moeten worden gelezen :

"Gelet op het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 houdende het statuut van het Rijkspersoneel, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 16 maart 1964, inzonderheid op artikel 4 ; ".

\+
\+ +

In de aanhef moet, na het koninklijk besluit van 2 oktober 1937, ook worden vermeld het koninklijk besluit van 20 juli 1964 betreffende de hiërarchische indeling van de graden waarvan de ambtenaren in de Rijksbesturen kunnen titularis zijn. Dat besluit wordt immers door het ontwerp gewijzigd.

\+
\+ +

Het zesde lid van de aanhef verwijst naar een akkoord van de Minister-Staatssecretaris, Adjunct bij de Eerste-Minister voor het Openbaar Ambt, gegeven op 23 juli 1965. Een Minister-Staatssecretaris, Adjunct bij de Eerste Minister voor het Openbaar Ambt, is eerst benoemd bij een

.../...

koninklijk besluit van 28 juli 1965, dat dezelfde dag in werking is getreden (zie Belgisch Staatsblad van 30 juli 1965). Naar de gemachtigde ambtenaar heeft verklaard, is het akkoord op 23 juli 1965 gegeven door de Minister van Binnenlandse Zaken en van het Openbaar Ambt.

Het zesde lid van de aanhef moet derhalve als volgt worden gelezen :

"Gelet op het akkoord van Onze Minister van Binnenlandse Zaken en van het Openbaar Ambt, gegeven op 23 juli 1965 ; ".

\+
\+ +

Om het koninklijk besluit van 20 juli 1964 uitdrukkelijk te wijzigen, zouden de artikelen 1, 2 en 3 van het ontwerp moeten worden vervangen door één artikel, te redigeren naar het volgend model :

"Artikel 1.-

In de tabel gevoegd bij het koninklijk besluit van 20 juli 1964 betreffende de hiërarchische indeling van de graden waarvan de ambtenaren in de Rijksbesturen kunnen titularis zijn, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° onder het opschrift "I.- Alfabetische rangschikking van van de Franse benamingen" :

a) in "Afdeling B, Meesterspersoneel - Rang ... (1)" , worden de woorden "... (2)" geschrapt.

... (3) ...

.../...

(1) In te vullen.

(2) Opgaaf van de afgeschafte graden en van de graden die in een andere rang worden ingedeeld.

(3) Dezelfde formule moet worden gebruikt voor iedere rang waarin vermeldingen van graden worden geschrapt.

(1) in "Afdeling B, Meesterspersoneel - Rang ... (2)", worden de woorden "... (3)" ingevoegd tussen de woorden "... (4)" en de woorden "... (5)".

... (6) ...

(7) in "Afdeling B, Meesterspersoneel - Rang ... (8)" worden onder de rubriek "Afgeschafte graden" de woorden "... (9)" ingevoegd tussen de woorden "... (10)" en de woorden "... (11)". (Als er geen rubriek "Afgeschafte graden" voorkomt in de tabel van het koninklijk besluit van 20 juli 1964, gebruike men de volgende formule :

"in "Afdeling B, Meesterspersoneel - Rang ... (12)" worden de woorden "Afgeschafte graden (2)"(13),

... (14) ...

toegevoegd na de woorden "... (15) ... ").

.../...

---

(1) Een letter plaatsen volgens alfabetische orde.

(2) (4) en (5) in te vullen.

(3) Opgaaf van de in die rang ingedeelde nieuwe graden en van de graden die in een andere rang waren ingedeeld en in die rang worden ingedeeld.

(6) Dezelfde formule moet worden gebruikt voor iedere rang waarin nieuwe graden of graden die vroeger in andere rangen waren ingedeeld, worden ingedeeld.

(7) Een letter plaatsen volgens alfabetische orde.

(8) (10) (11) (12) en (15) in te vullen.

(9) en (14) Opgaaf van de afgeschafte graden.

(13) Of, naar gelang van het geval : "Afgeschafte graad (2)".

... (1) ...

2° onder het opschrift "II-Alfabetische rangschikking van de Nederlandse benamingen" :

...' (2) ...

(De wijzigingen in deze rangschikking moeten worden opgemaakt volgens het schema dat hiervoren is opgegeven voor de wijzigingen in de alfabetische rangschikking van de Franse benamingen)".

Zijn sommige graden anders ingedeeld naargelang zij tot de diensten van het Belgisch Staatsblad of tot andere diensten behoren, dan moeten zij nauwkeurig worden aangewezen. Die aanwijzing zou bij voorbeeld als volgt kunnen geschieden :

Rang 33 : magazijnmeester.

Rang 35 : magazijnmeester bij het Belgisch Staatsblad.

\+

\+ +

Terugwerking als bepaald in artikel 4 van het ontwerp is alleen aanvaardbaar als zij geen afbreuk doet aan verkregen rechten.

---

(1) Voor iedere rang waarin afgeschafte graden zijn gerangschikt, gebruike men één van beide hiervoren opgegeven formules.

(2) In te vullen.

a chambre était composée de / De kamer was samengesteld uit

essieurs : / e Heren :	G.HOLOYE,	conseiller d'Etat, / staatsraad,	président, / voorzitter,
	G.VAN BUNNEN,	conseillers d'Etat,	
	J.MASQUELIN,	staatsraden,	
	J.ROLAND,	assesseurs de la section de législation,	
	R.PIRSON,	bijzitters van de afdeling wetgeving,	
	G.DE LEUZE,	greffier adjoint, / adjunct-griffier,	greffier. / griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M.G.VAN BUNNEN.

Le rapport a été présenté par M.J.LIGOT, substitut.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H.G.VAN BUNNEN.

Het verslag werd uitgebracht door de H.J.LIGOT, substituut.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER, LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(s.) G.DE LEUZE. (s.) G.HOLOYE.